

L'ESSAI DE LA SEMAINE

François Schlosser a lu le livre
de Tilo Schabert

« Mitterrand et la réunification allemande »



D.R.

François Mitterrand a-t-il tenté de bloquer le processus de l'unité allemande après la chute du mur de Berlin, comme on a voulu le lui reprocher ? « Cette légende est fausse », répond le chercheur allemand Tilo Schabert, qui a eu longuement accès aux archives de l'Elysée. Il montre que, certes, l'attitude de Mitterrand, pendant ces mois de bouleversement radical de l'Europe, a varié. Mais pas plus que celle d'autres responsables politiques, à commencer par les Allemands eux-mêmes. François Mitterrand était convaincu que la réunification allait se faire. Lorsqu'en 1989 les événements se sont précipités, loin de s'associer aux tentatives de blocage venant de Londres et de Margaret Thatcher, il a décidé de prendre une part active à l'histoire en train de se faire. Il était habité par une obsession gaulloise : éviter que la destruction de l'ordre de Yalta ne débouche sur un nouveau désordre européen. Un retour à l'« Europe des guerres » condamnerait le Vieux Continent à rester un simple enjeu de la compétition entre les Grands. C'est pourquoi Mitterrand ne cessait de présenter au chancelier Kohl deux exigences fondamentales : 1) la réunification allemande devait s'inscrire dans une construction accélérée de l'unité européenne ; 2) elle devait s'accompagner d'une reconnaissance formelle de la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse. Il s'agissait sur ce dernier point de ne laisser aucune « bombe à retardement » au centre de l'Europe. Les dérobades du chancelier Kohl ont alors fortement contribué aux tensions entre Paris et Bonn aux moments les plus cruciaux des négociations sur la réunification. La crainte, sans doute excessive comme la suite l'a montré, d'une possible dérive allemande vers un accord direct avec l'Union soviétique – neutralité allemande en échange de la réunification – était partagée par le président américain George Bush, qui a fait de l'adhésion de l'ensemble de l'Allemagne à l'Otan une condition sine qua non de la réunification. Pour Mitterrand, le processus de l'unité allemande ne devait pas se réaliser à coups de faits accomplis, mais prendre en compte le contexte international et en particulier l'environnement européen. La mémoire d'un demi-siècle de guerres qui avaient détruit l'Europe suffisait à justifier cette précaution. Et en définitive l'histoire, sur ce point, lui a donné raison. F. S.

« Mitterrand et la réunification allemande. Une histoire secrète (1981-1995) », par Tilo Schabert, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Grasset, 598 p., 23 euros.